

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**IPP et IPC :** légère hausse de la contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et ralentissement du rythme de progression de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en septembre

**Crédits et masse monétaire :** hausse de 13,5% des agrégats de financement en septembre, dans la continuité des mois précédents

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Secteur bancaire :** la PBoC annonce l'abaissement du ratio de réserves imposées aux opérations de change à terme

**Réglementation :** la PBoC projette de créer un fonds d'assurance sur les institutions de paiement en ligne pour 1Md RMB

**Monnaie numérique :** Shenzhen utilisera le nouveau yuan numérique de la Banque centrale pour fournir 10M RMB de coupons aux résidents locaux

**Marché obligataire :** la Chine planifie une émission d'obligations d'Etat libellées en USD pour un montant total de 6Mds USD, alors que HSBC est exclu du groupe des banques du syndicat pour la première fois depuis 2017

**Capital-investissement:** le ralentissement du marché chinois du capital-investissement, estimé à 1600 Mds USD, s'est accentué avec la crise du Covid-19

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Commerce extérieur :** hausse importante des importations (+13,3 %) et des exportations (+9,9 %) chinoises

**Accord de libre-échange :** la Chine et le Cambodge signent un ALE négocié en moins d'un an

**Commerce extérieur :** plusieurs cargos de charbon australien sont bloqués dans les ports chinois

**China Exit :** le Japon va augmenter les subventions accordées aux entreprises qui relocalisent leur production vers les pays de l'ASEAN

**Défense commerciale:** l'UE impose des droits de douane sur les produits en aluminium en provenance de Chine

**Défense commerciale :** la Chine lance une enquête antisubventions sur les importations du PVC en provenance des Etats-Unis

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Contrôle des exportations :** le projet de loi sur le contrôle des exportations passe en 3<sup>e</sup> relecture

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Télécommunications :** un rapport identifie la forte dépendance de Huawei aux technologies américaines dans ses antennes-relais

**Semi-conducteurs :** TSMC obtient une licence lui permettant de fournir certaines puces à Huawei

**Economie numérique :** expérimentation d'accès à certains sites censurés en Chine avec l'application Tuber

**Automobile :** adoption d'un nouveau plan de développement pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN)



**Politique industrielle :** le Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) dresse un bilan flatteur des progrès industriels de la Chine au cours du treizième plan quinquennal

**Données personnelles :** un projet de loi prévoirait un renforcement des contrôles sur la collecte, le stockage et l'usage de données personnelles

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Climat :** atelier de présentation de scénarios de transformations sobres en carbone de la Chine à l'horizon 2050

**Aéronautique :** AVIC est-il ciblé par les Etats-Unis dans leur volonté d'impulser un « découplage » technologique des chaînes de valeur ?

**Aéronautique :** annulation de la 13<sup>ème</sup> édition du salon aéronautique international de Zhuhai

**Développement durable :** le vice-Premier ministre M. HAN Zheng a présidé une réunion de travail au Ministère de l'écologie et de l'environnement

**Energie :** annonce de la fusion des principales entreprises charbonnières du Shanxi

**Pollution de l'air :** l'exposition aux PM2.5 aurait provoqué la mort prématurée de 30,8 millions d'adultes en Chine entre 2000 et 2016

**Transports urbains :** fort impact du Covid-19 sur la fréquentation du métro de Pékin

## **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Sichuan-Chongqing :** L'industrie des télécommunications du Sud-ouest continue d'affermir sa position en 2020

**Canton :** Troisième déplacement officiel de Xi Jinping dans le Guangdong à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire des zones économiques spéciales

**Canton :** Planification de la première ligne de métro interurbain devant relier Canton à Shenzhen

**Canton :** Shenzhen expérimente pour la première fois à grande échelle la monnaie numérique de la Banque Populaire de Chine

**Zhejiang :** ouverture de la ligne ferroviaire Yiwu – Hanoï

## **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

### **HONG KONG**

**Economie :** le FMI a revu sa prévision de croissance pour Hong Kong en 2020 de -4,8% à -7,5%; le nombre de millionnaires en USD à Hong Kong a augmenté de +22% en 2020 selon Citibank.

**Immobilier :** la chute du marché immobilier commercial et de bureaux s'est poursuivie au 3<sup>ème</sup> trimestre.

**Sanctions américaines :** le 14 octobre, le Département d'État américain a publié son rapport dans le cadre du Hong Kong Autonomy Act.

### **MACAO**

**Economie :** le FMI a revu sa prévision de croissance pour Macao en 2020 de -29,6% à -52,3%.

**Tourisme :** 156 000 touristes ont visité Macao pendant la Golden Week, en chute de -86% par rapport à 2019.



## TAIWAN ([ici](#))

**Commerce extérieur** : augmentation de l'excédent commercial de près de 23% au cours des neuf premiers mois de l'année.

**Bourse** : retrait du Fonds de stabilisation national (NSF).

**Semi-conducteurs** : le vice-premier ministre rappelle les objectifs du gouvernement.

**Finances** : les assureurs investissent massivement dans le secteur immobilier.

**Transports** : accord entre le MOTC et les villes de Taipei, New Taipei City et Keelung sur la construction d'une nouvelle ligne de métro.

## MONGOLIE ([ici](#))

**Visite en Mongolie du Ministre des Affaires étrangères du Japon Toshimitsu Motegi** : octroi d'un prêt concessionnel du Japon à la Mongolie de 236 MUSD.

**Indices de production sur les neuf premiers mois de l'année 2020** : chute de l'activité industrielle (17,2%) et des exportations (13,4%).

**Vers une sortie prochaine de la Mongolie de la liste grise du GAFI** : avis favorable de l'ICRG (*International Cooperation Review Group*).

**Accession de la Mongolie à l'Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (ACAP/APTA)**

## CONJONCTURE

### **IPP et IPC : légère hausse de la contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et ralentissement du rythme de progression de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en septembre**

L'IPP a enregistré une contraction à -2,1% en septembre en g.a., en légère hausse par rapport à août, durant lequel il reculait de -2,0% en g.a. Cette évolution s'explique par une contraction plus importante des sous-indices du secteur extractif du pétrole et du gaz (-26,2% en septembre contre -5,2% en août) et du secteur de transformation des industries fossiles (-16,9% en septembre contre -16,7% en août). En effet, le Brent a chuté de 4,33 USD en septembre, en baisse de 9,56% par rapport à août, et le WTI a reculé de 2,39 USD, en baisse de 5,61%. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

L'IPC a enregistré une moindre hausse, revenant de 2,4% en août à 1,7% en septembre en g.a. Ce fléchissement s'explique par l'évolution des composantes volatiles – ralentissement de la hausse des prix du porc (+25,5% en septembre contre +52,6% en août), alors que les légumes continuent d'enregistrer une hausse continue (+17,2% en septembre contre +11,7% en août). L'objectif d'inflation pour 2020, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mai (Lianghui), est de +3,5%. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +0,5% à fin septembre, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

### **Crédits et masse monétaire : hausse de 13,5% des agrégats de financement en septembre, dans la continuité des mois précédents**

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, l'agrégat de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) a fortement augmenté de 3330 Mds RMB en septembre, soit une hausse de 13,5% en glissement annuel, contre +13,3% en août. Cette évolution s'explique principalement par l'accélération de la croissance des obligations gouvernementales à +20,2% en septembre en g.a. (toutes les obligations des collectivités locales devant être émises avant fin octobre) et des obligations d'entreprises à +20,6% en g.a.

Le rythme d'augmentation des nouveaux prêts bancaires s'est stabilisé à +13% en septembre en g.a., le même taux de croissance qu'en août. Cette évolution s'explique essentiellement par les prêts aux entreprises à moyen/long terme (+1068 Mds RMB en septembre contre +725 Mds RMB en août) et à court terme (+127 Mds RMB en septembre contre +4 Mds RMB en août) et par les prêts aux ménages à +964 Mds RMB (contre 841 Mds RMB en août), dont +339 Mds de prêts court terme.

La croissance des dépôts bancaires augmente à +10,7% en g.a. à fin septembre, contre +10,3% en août, les dépôts des ménages et des institutions financières non-bancaires ayant fortement progressé (respectivement +1942 Mds RMB contre +397 Mds RMB en août ; et +1010 Mds RMB contre +749 Mds RMB en août). En revanche, l'épargne des administrations publiques se réduit fortement (-831 Mds RMB en septembre contre +533 Mds RMB en août).

Selon Caixin, la croissance continue du TSF est révélatrice des efforts du gouvernement afin d'accroître le financement des entreprises et de soutenir l'activité économique. Selon leurs prévisions, la croissance du PIB pourrait atteindre +5,5% en g.a. au T3. En outre, à ce rythme de croissance, le TSF pourrait dépasser 30000 Mds RMB à fin 2020 et les nouveaux prêts bancaires 20000 Mds RMB,



conformément aux déclarations faites par le Gouverneur de la PBoC, Yi Gang, au Forum Lujiazui en juin.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'élève à +10,9% en septembre contre +10,4% en août.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### Secteur bancaire : la PBoC annonce l'abaissement du ratio de réserves imposées aux opérations de change à terme

La PBoC a annoncé le 10 octobre dans un communiqué l'abaissement (en pratique la suspension) du ratio de réserves imposées aux opérations de change à terme (y compris les opérations conclues sous forme de swaps et d'options, sur le marché onshore et – partiellement – sur le marché offshore). Cette mesure conduit à diminuer le coût de la couverture de change et partant à faciliter la mise en place de positions longues en devises et emprunteuses sur le RMB.

Pour rappel, cet instrument macro-prudentiel avait été mis en place en octobre 2015 (à un taux de 20%). Il visait alors à soutenir le RMB au lendemain de la réforme du régime de change d'août 2015 en rendant plus coûteuses les transactions forward et leur couverture sur le marché au comptant, dans un contexte de sorties massives des capitaux sur la période 2015-2016. Le ratio avait été abaissé à 0% en septembre 2017 à la suite d'une période d'appréciation continue du RMB (le RMB avait chuté d'environ 2,5% dans les trois semaines suivantes) ; puis rétabli à 20% en août 2018, à la suite d'une dépréciation du RMB à presque 7 RMB contre USD, lors de l'émergence de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Cette décision illustre la volonté de la PBoC de limiter l'appréciation du RMB, dans un contexte d'appréciation significative ces dernières semaines, soutenue notamment par les perspectives favorables de reprise économique en Chine ; la perspective d'un maintien du différentiel de taux entre les obligations gouvernementales chinoises (CGB) et les titres américains de même nature ; les entrées de capitaux favorisées par la poursuite des mesures d'ouverture des marchés financiers chinois aux non-résidents. Le cours a en effet atteint un niveau record à 6,69 RMB pour un USD le 9 octobre, soit une appréciation de plus de 6% depuis la fin mai et son plus haut niveau depuis avril 2019 (cette appréciation est cependant à relativiser au regard de l'évolution de l'indice CFETS, qui s'est apprécié d'environ 2% de fin mai à début octobre, indiquant plutôt une dépréciation du dollar). La PBoC a conforté la mesure en inscrivant le fixing USD/RMB au-dessus des anticipations de marché, lors des trois sessions ayant suivi l'annonce du dispositif, le cours du RMB ayant clôturé lundi à 6,75RMB contre USD. Le vendredi 16, le RMB se négociait en début d'après-midi sur les marchés asiatiques à 6,72 pour un dollar.





## **Réglementation : la PBoC projette de créer un fonds d'assurance sur les institutions de paiement en ligne pour 1Md RMB**

Ces dernières années, avec la croissance rapide des activités des institutions de paiement en ligne, les réserves obligatoires liées aux dépôts des clients dans les institutions de paiement en ligne et gérées par la PBoC ont atteint 1500 Mds RMB. Cependant, la gestion de ces réserves par la PBoC n'arrive pas à prévenir tous les détournements des dépôts de clients par les institutions de paiement en ligne ainsi que la faillite des institutions. La PBoC a ainsi décidé de créer un fonds d'assurance sur les institutions de paiement en ligne, alimenté par les intérêts sur les réserves obligatoires constituées chaque trimestre pour atteindre un montant total de 1Md RMB, afin de réduire les risques potentiels lorsque les sociétés de paiement en ligne ne sont pas en mesure de rembourser les clients et de protéger les droits et les intérêts juridiques desdits clients. Une fois l'objectif de 1Md RMB atteint, la PBoC arrêtera le transfert des intérêts dans le fonds. Le taux de transfert des intérêts est déterminé en fonction de la notation des institutions de paiement en ligne : pour celles notées «A», le taux de transfert est de 9,5% ; pour celles notées «B», 10% ; pour celles notées «C», 10,5% ; pour celles notées «D», 11% ; pour la catégorie «E», le taux de transfert est de 12%. En cas de violation et de faillite des institutions de paiement, le remboursement maximal est de 5 000 RMB par client.

A partir de janvier 2019, les institutions de paiement sont tenues de déposer 100% du fonds de réserves de leurs clients auprès de la PBoC, et à compter du 1er août 2019, les intérêts sur le fonds de réserve sont payés trimestriellement par la PBoC aux institutions de paiement à un taux d'intérêt annuel de 0,35% jusqu'en 2022. Actuellement, il existe 237 sociétés détenant des licences de paiement avec 805M clients. Alipay, Wechatpay et UnionPay représentent respectivement 48,44%, 33,59% et 7,19% du marché. Jusqu'à présent, la PBoC a annulé au total 34 licences de paiement.

## **Monnaie numérique : Shenzhen utilisera le nouveau yuan numérique de la Banque centrale pour fournir 10M RMB de coupons aux résidents locaux**

Shenzhen utilisera le nouveau yuan numérique de la banque centrale pour fournir 10M RMB (1,5M USD) de coupons aux résidents locaux dans le cadre des programmes pilotes en cours pour tester la monnaie virtuelle, signe que la monnaie digitale est sur le point d'être déployée à grande échelle. Concrètement, le gouvernement local du district de Luohu à Shenzhen fournira aux résidents 50000 coupons numériques d'une valeur de 200 yuans chacun via une loterie, qu'ils pourront dépenser du 12 au 18 octobre dans près de 3400 magasins capables d'accepter les paiements numériques en yuans, y compris les supermarchés, les épiceries et les stations-service.

Pour mémoire, le programme de stimulation de la consommation constitue la dernière initiative visant à étendre les essais de la monnaie numérique qui est en phase de développement par la banque centrale chinoise depuis 2014. Plus tôt en avril, la PBoC a confirmé qu'elle menait des essais internes de la monnaie numérique dans quatre régions, dont Shenzhen, dans la perspective d'un lancement lors des Jeux Olympiques d'hiver de 2022 à Pékin.

## **Marché obligataire : la Chine planifie une émission d'obligations d'Etat libellées en USD pour un montant total de 6Mds USD, alors que HSBC est exclu du groupe des banques du syndicat pour la première fois depuis 2017**

La Chine planifie une émission d'obligations d'Etat libellées en USD pour un montant total de 6Mds USD, une partie étant émise dans le cadre de la réglementation prioritaire - *Regulation S* (vente sur le marché *Eurobond* pour les investisseurs internationaux, les obligations *Regulation S* ne sont ni émises, ni livrées aux Etats-Unis). Le reliquat, dont le montant est inconnu constitue la première émission d'obligations souveraines dans le cadre du 144A (une offre 144A est un placement privé offert aux





Etats-Unis pour des investisseurs américains). «Compte tenu de la forte baisse du rendement des bons du Trésor américain au cours de l'année écoulée, le coût de l'émission par la Chine d'obligations en dollars américains sera désormais bon marché», a déclaré Angus To, directeur adjoint de la recherche à ICBC International. Le coût de cette émission sera beaucoup moins élevé que le taux d'intérêt des obligations d'Etat libellées en USD à 10 ans émises en novembre 2019 à 2,125% par la Chine, car depuis, le taux de rendement des bons du Trésor américain de même échéance a baissé de 100 pnb. Pour mémoire, en octobre 2017, le MoF avait émis 2Mds USD d'obligations souveraines à Hong Kong. En octobre 2018, le MoF a émis 3Mds USD d'obligations souveraines à Hong Kong. En novembre 2019, la Chine a émis 4Mds EUR d'obligations souveraines en France et 6Mds USD d'obligations souveraines à Hong Kong (la plus importante émission à l'international). En outre, toutes ces obligations souveraines précédentes vendues par la Chine à l'international avaient été émises dans le cadre de la *Regulation S*.

Cette année, 13 banques participent à cette émission d'obligations, dont 4 banques chinoises (*Bank of China, Bank of Communications, China Construction Bank, China International Capital Corporation*) et 9 banques étrangères (*Bank of America Securities, Citibank, Crédit Agricole, CTBC Bank, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Mizuho Securities et Standard Chartered Bank*). Il est à noter que *HSBC* est exclue des souscripteurs d'obligations souveraines pour la première fois depuis 2017 et remplacée par *Citibank*. La raison de l'éviction de *HSBC* n'est pas claire, mais la relation de *HSBC* avec le gouvernement chinois est devenue de plus en plus tendue. La banque a été critiquée par les médias chinois pour son rôle dans l'enquête américaine sur *Huawei Technologies Co.Ltd.* et pour son appui jugé insuffisant à la nouvelle loi sur la sécurité de Hong Kong. Impacté par cette nouvelle, le cours de l'action *HSBC* a chuté de près de 3% à Hong Kong le 14 octobre.

### **Capital-investissement : le ralentissement du marché chinois du capital-investissement, estimé à 1600 Mds USD, s'est accentué avec la crise du Covid-19**

Au S1 2020, les fonds de *venture capital* (VC) et de *private equity* (PE) ont levé 431,8 Mds RMB en Chine, un montant en baisse de 29,5% par rapport à l'année dernière et dans le prolongement du recul enregistré depuis 2017. Le nombre d'opérations d'investissement s'est élevé à 2865, soit une baisse de 3,8%, selon les données de Zero2IPO Research, un institut de recherche spécialisé sur le secteur du PE en Chine. Le ralentissement enregistré depuis 2017, et accentué par la crise du Covid-19, s'explique notamment par les nouvelles réglementations sur l'activité de gestion d'actifs des institutions financières établies en 2018, introduisant des contraintes de gestion des risques renforcées pour les banques chinoises dans le cadre de la lutte contre le *shadow banking*, et rendant de fait plus difficile la levée de fonds auprès des institutions bancaires.

Le marché chinois du capital-investissement est relativement récent, son essor ayant bénéficié des efforts de libéralisation et de structuration déployés par les régulateurs ces dix dernières années. Cependant, son développement et son fonctionnement demeurent en partie entravés par un cadre réglementaire fragmenté et parfois peu lisible, ainsi que par certaines difficultés opérationnelles liées aux levées de fonds et aux opportunités de sortie viables. Le marché est également polarisé autour des fonds d'investissements publics (ces-derniers représentaient un tiers du marché en juin 2019) et des acteurs privés les plus importants. A titre d'exemple, sur les huit premiers mois de l'année, le fonds de VC Hillhouse Capital Group a réalisé des opérations d'investissement pour un montant de 71,2 Mds RMB, représentant une hausse colossale de 690% en g.a. Les fonds de taille intermédiaire font face quant à eux à plus de difficultés dans leurs opérations. Par ailleurs, les investisseurs sont davantage tournés vers les investissements permettant un rapide retour sur investissement, au détriment des investissements de long-terme. Selon Wang Chaoyong, président de la *China Equity Investment Co.*



*Ltd*, la plupart des investisseurs chinois se désengagent avant sept années, là où les investisseurs américains opèrent des sorties autour de douze années après l'investissement.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

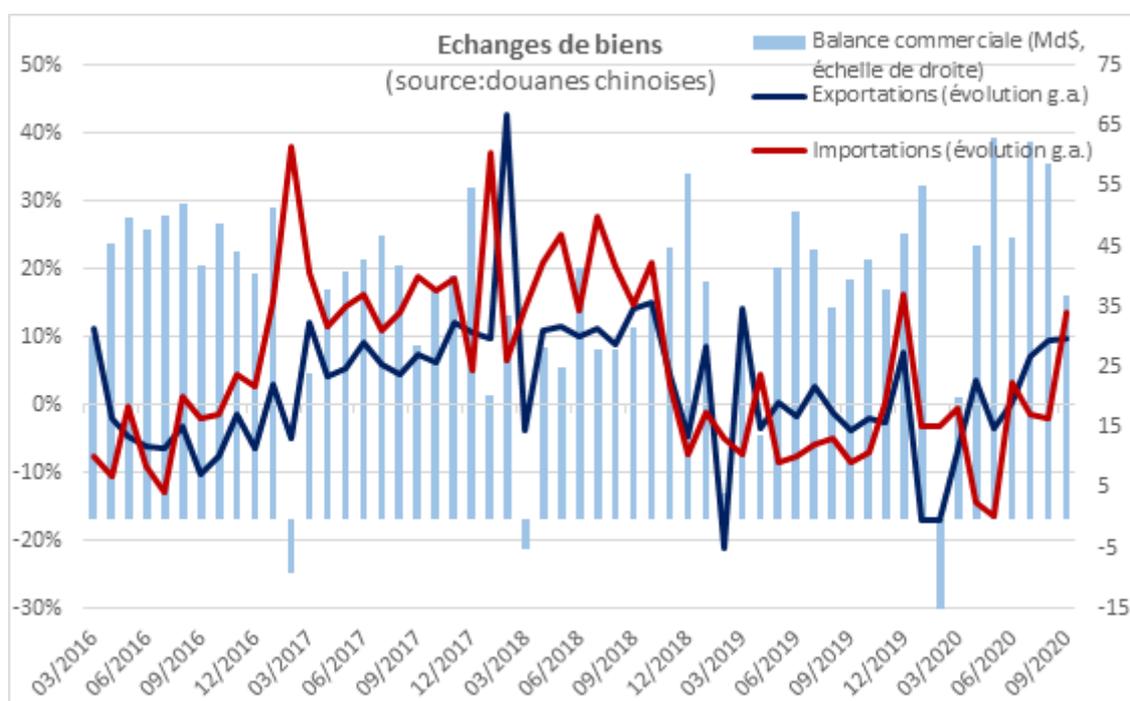
## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : hausse importante des importations (+13,3 %) et des exportations (+9,9 %) chinoises

En septembre, les exportations de biens chinois ont enregistré une croissance de 9,9 %, en particulier grâce à des ventes importantes d'équipements médicaux et de matériel informatique dans le contexte du covid-19. Les importations ont également bondi (+13,3 %) pouvant indiquer une reprise de la consommation intérieure mais également une volonté de se rapprocher des objectifs fixés dans le *phase-1 deal* (+24,7% pour les importations en provenance des Etats-Unis).

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-septembre 2020 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	3 296,7	-1,8 %
<b>Exportations chinoises</b>	1 811,4	-0,8 %
<b>Importations chinoises</b>	1 485,3	-3,1 %
<b>Balance commerciale</b>	326,0	+8,1 % <i>(augmentation de la balance commerciale de 24,5 Mds USD)</i>



**Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-septembre 2020 (source : douanes chinoises)**

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	214,7	14,5	+5,1 %
<b>Union européenne</b>	181,7	12,2	-3,6 %
<i>dont Allemagne</i>	73,8	5,0	-6,9 %
<i>dont France</i>	20,0 <i>(nb : selon les douanes FR, nos exportations vers la Chine ont atteint seulement 10 Md€ entre janvier et août 2020)</i>	1,3	-15,1 %
<b>Taiwan</b>	142,3	9,6	+13,7 %
<b>Corée du Sud</b>	126,5	8,5	-1,7 %
<b>Japon</b>	126,4	8,5	+0,3 %
<b>États-Unis</b>	91,4	6,2	+0,2 %
<b>Australie</b>	85,7	5,8	-7,4 %

**Principaux clients de la Chine sur la période janvier-septembre 2020 (source : douanes chinoises)**

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>États-Unis</b>	310,0	17,1	-0,8
<b>Union européenne</b>	279,5	15,4	+3,1
<b>ASEAN</b>	267,1	14,7	+4,9
<b>Hong Kong</b>	186,2	10,3	-7,4
<b>Japon</b>	103,4	5,7	-2,7
<b>Corée du Sud</b>	80,7	4,5	-1,2

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois de septembre, les exportations ont enregistré leur plus forte croissance depuis plus d'un an : 9,9 % en g.a.. Les importations ont quant à elles bondies de 13,2 % (après corrections des variations saisonnières par les douanes chinoises, les exportations n'ont augmenté que de 2,8 % et les importations de 3,9 %). La balance commerciale de la Chine a diminué de 2,6 Mds USD pour atteindre 37,0 Mds USD.

Sur les neuf premiers mois de 2020, aussi bien les exportations (-0,8 % à 1 811,4 Mds USD) que les importations (-3,1 % à 1 485,3 Mds USD) ont baissé. Le total des échanges a diminué de 1,8 %.

En septembre, les **exportations chinoises** ont augmenté vers la plupart des partenaires, notamment vers les Etats-Unis (+20,5 % à 44,0 Mds USD), l'ASEAN (+14,4 % à 34,4 Mds USD), la Corée du Sud (+14,8 % à 9,9 Mds USD) et l'Australie (+2,5 % à 4,8 Mds USD). A l'inverse, les exportations vers l'Union européenne (-7,8 % à 34,6 Mds USD) et le Japon (-2,7 % à 12,5 Mds USD) ont baissé.

Les exportations de produits électriques et mécaniques ont augmenté (+11,9 % à 143,9 Mds USD) de par la hausse des exportations de circuits-intégrés (+17,6 % à 10,9 Mds USD) et de la forte hausse des ventes d'ordinateurs (+45,3 % à 19,7 Mds USD) dans le contexte de la hausse du télétravail dans le monde. Celles de produits *high-tech* (+4,2 % à 69,9 Mds USD) et de produits textiles (+34,7 % à 13,2 Mds USD ; comprend les masques) ont également été dynamiques. Les exportations d'acier (-22,4 % à 3,5 Mds USD) et de pétrole raffiné (-55,9 % à 1,4 Md USD) ont continué de chuter.

Sur les neuf premiers mois, les exportations n'ont augmenté qu'à destination de certains partenaires, dont l'Union européenne (+3,1 % à 279,5 Mds USD), les pays de l'ASEAN (+4,9 % à 267,1 Mds USD), Taiwan (+8,2 % à 43,1 Mds USD) et l'Australie (+6,8 % à 36,9 Mds USD). Les exportations ont diminué vers les Etats-Unis (-0,8 % à 310,0 Mds USD), le Japon (-2,7 % à 103,4 Mds USD) et vers la Corée du Sud (-1,2 % à 80,7 Mds USD).

Les exportations de produits high-tech (+2,5 % à 535,6 Mds USD) et de produits électroniques (+0,5 % à 1,064 Mds USD) ont été stables, celles de circuits intégrés (+12,1 % à 82,5 Mds USD) et d'équipement médicaux (+44,3 % à 14,0 Mds USD) dynamiques.

En septembre, les **importations** chinoises de la majorité des partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance des Etats-Unis (+24,7 % à 13,2 Mds USD), de l'ASEAN (+13,2 % à 30,8 Mds USD), de l'Union européenne (+11,1 % à 25,7 Mds USD), de la Corée du sud (+17,2 % à 17,5 Mds USD), du Japon (+13,4 % à 17,2 Mds USD). Les importations en provenance d'Australie on en revanche diminué (-9,5 % à 10,0 Mds USD).

Parmi les principaux postes, les importations de produits électroniques et mécaniques (+19,3 % à 97,5 Mds USD), de produits *high-tech* (+20,8 % à 70,6 Mds USD) et de produits agricoles (+23,2 % à 15,3 Mds USD) sont en hausse, tirées par les importations de viandes (+40,5 % à 2,3 Mds USD).

Sur les neuf premiers mois de 2020, les importations en provenance de l'Union européenne (-3,6 % à 181,7 Mds USD) et de la Corée du Sud (-1,7 % à 126,5 Mds USD) ont diminué. Celles en provenance des pays de l'ASEAN (+5,1 % à 183,9 Mds USD), de Taiwan (+13,7 % à 142,3 Mds USD) et des Etats-Unis (+0,2 % à 91,5 Mds USD) ont mieux résisté.

Les importations de produits mécaniques et électriques (+1,4 % à 674,4 Mds USD), de produits *high-tech* (+4,8 % à 486,7 Mds USD) - du fait du dynamisme des importations de circuits intégrés (+13,8 % à 252,2 Mds USD) -, des produits agricoles (+13,3 % à 124,4 Mds USD) et de minerais de fer (+9,5 % à 78,4 Mds USD) ont été dynamiques. Les importations de matériel médical et de médicaments ont augmenté (+7,6 % à 27,8 Mds USD). En revanche, les importations de produits énergétiques dont le pétrole brut (-22,9 % à 136,9 Mds USD) et le gaz naturel (-19,6 % à 25,0 Mds USD) ont continué de chuter.

## Accord de libre-échange : La Chine et le Cambodge signent un ALE négocié en moins d'un an

La Chine et le Cambodge ont signé le 12 octobre un accord de libre-échange (ALE) lors d'une cérémonie à Phnom Penh en présence du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. L'ALE - le premier accord bilatéral de ce type pour le Cambodge - a été conclu après seulement trois cycles de négociations qui ont débuté en janvier et se sont achevés en juillet. Les négociations de l'Accord ont débuté après que l'Union européenne a décidé de [suspendre](#) les conditions préférentielles accordées aux exportations cambodgiennes, qui représentaient environ 20 % du total des exportations en 2019, pour cause de violation des droits de l'Homme.

Les détails de l'accord n'ont pas encore été rendus public, cependant le négociateur en chef du Cambodge, Sok Sopheak, a déclaré qu'au moins 340 produits d'exportation cambodgiens - en particulier des produits agricoles - dont le poivre, l'ail et les fruits de mer, seraient exemptés de droits de douane dans le cadre de l'accord.

Les droits de douanes sur de nombreux produits ont déjà été éliminés par l'ALE entre la Chine et l'ASEAN signé en 2009 et amélioré en 2015, éliminant 94,1 %<sup>1</sup> de droits de douane chinois et 89,9 % pour le Cambodge. L'ALE Chine-Cambodge devrait éliminer jusqu'à 97,5 % (+3,4pts) de droits de douanes chinois selon le [MOFCOM](#) et 90 % (+0,1 pt) pour les droits de douane cambodgiens, sur une période de 10 ans.

L'*Economist Intelligence Unit (EIE)* [prévoit](#) que le gouvernement chinois utilise l'ALE pour encourager davantage les IDE chinois et le tourisme chinois au Cambodge. Sur les 3,7 Mds USD d'IDE enregistrés au Cambodge en 2019, 47 % provenaient de Chine. Selon l'EIE, La Chine a été le principal fournisseur de biens du Cambodge en 2019 (37,2 % du total des importations à 8,3 Mds USD). Le Cambodge, quant à lui, a expédié seulement 5 % de ses exportations vers la Chine (900 MUSD). Le pays exporte principalement des produits textiles vers les Etats-Unis (26 % du total des exportations en 2019) et l'UE (25 %).

Selon le ministère des Affaires étrangères du Cambodge, d'autres accords bilatéraux ont été signés le 12 octobre, prévoyant notamment la modernisation d'un hôpital et des infrastructures de drainage à Sihanoukville. La Chine a également annoncé une aide supplémentaire de 140 MUSD.

## Commerce extérieur : plusieurs cargos de charbon australien sont bloqués dans les ports chinois

Le ministère du Commerce australien a indiqué avoir demandé à la Chine si elle avait donné pour instruction aux groupes chinois de cesser d'importer du charbon australien, dans le contexte de la montée des tensions politiques entre les deux pays depuis la demande australienne en début d'année d'une enquête indépendante sur l'origine du Covid.

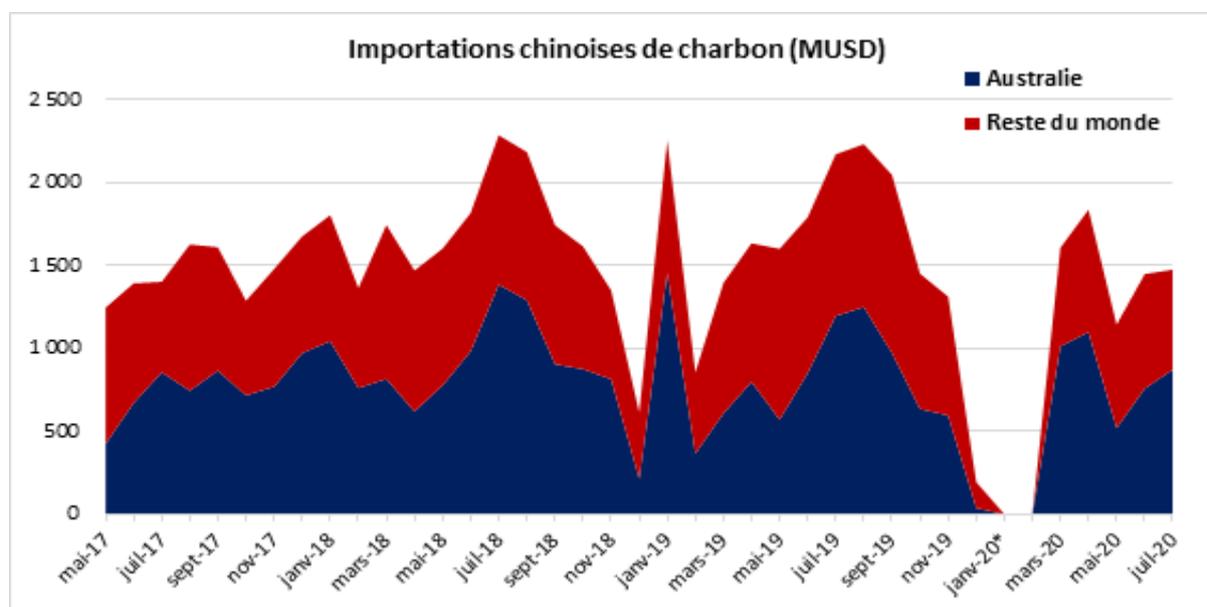
La Chine fixe chaque année des quotas d'importations de charbon et fait ainsi un arbitrage entre des coûts plus compétitifs pour les consommateurs industriels et un soutien aux producteurs locaux de charbon. Une fois les quotas dépassés, les demandes d'importations supplémentaires sont étudiées au cas par cas, ce qui engendre des délais importants. Le quota pour l'ensemble de la Chine aurait été fixé cette année à 270 millions de tonnes (même niveau qu'en 2018, en légère baisse par rapport à 2019) ; 239 millions ont déjà été importés sur les neuf premiers mois. Les quotas ne sont cependant pas rendus publics et le gouvernement chinois nie toujours en fixer (le système des quotas n'est pas compatible avec les règles de l'OMC).

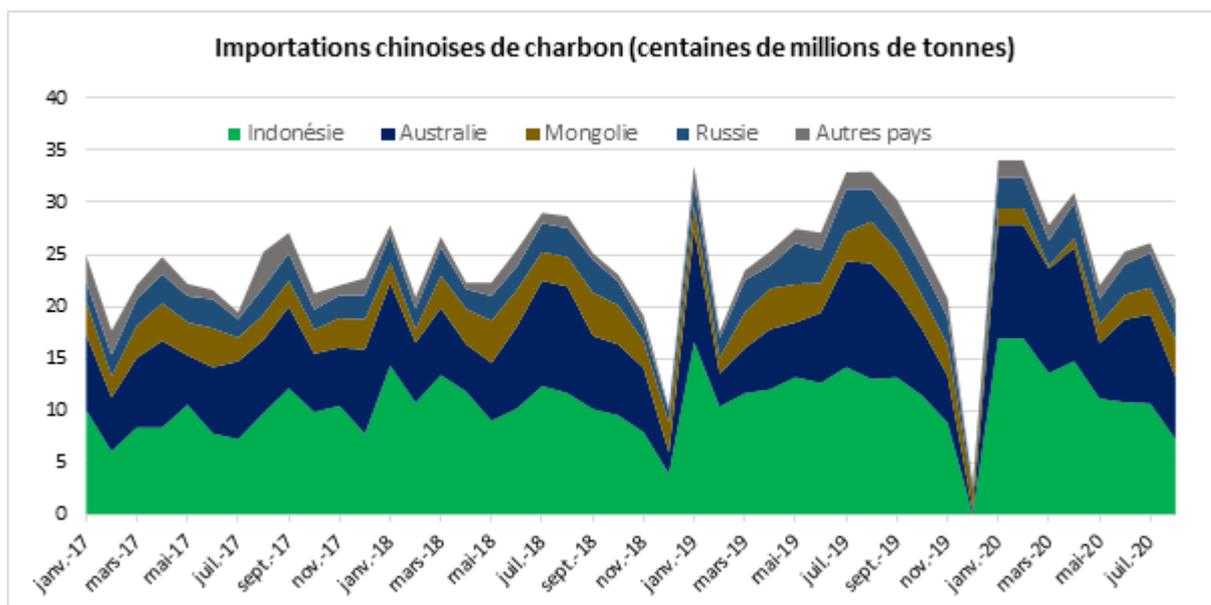
---

<sup>1</sup> En nombre de produits

En millions de tonnes	Quota (estimations non officiels)	Importation réelle
2018	271	281
2019	281	300
2020	270	239 sur les 9 premiers mois

Mesuré en tonnes, la Chine importe principalement son charbon d'Indonésie (46 % en 2019), d'Australie (26 %), de Mongolie (12 %) et de Russie (11%). La part de l'Australie a augmenté cette année (32 % sur les huit premiers mois). En valeur en revanche, 50 % des importations chinoises proviennent d'Australie (9 Md\$ en 2019) ; cette différence s'explique par le fait que l'Australie vend du charbon de meilleure qualité (proportion importante de charbon thermique) que l'Indonésie (charbon à coke principalement). Les quotas viseraient en premier lieu à restreindre les importations charbon thermique, duquel la Chine est moins [dépendante](#) (elle en produirait 3 milliards de tonnes par an à comparer à 500-600 millions de tonnes pour le charbon à coke). Les importations de charbon australien ont augmenté sur les huit premiers mois de l'année (70 millions de tonnes à comparer à 57 millions en 2019) tandis que les importations globales de la Chine ont été stables.





**China Exit : Le Japon va augmenter les subventions accordées aux entreprises qui relocalisent leur production vers les pays de l'ASEAN**

D'après les informations du [Nikkei Asia](#), le Japon va considérablement augmenter les subventions accordées aux entreprises relocalisant des sites de production dans les pays de l'ASEAN, afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement trop dépendantes de la Chine. Le nouveau programme de subventions devrait être annoncé officiellement par le Premier ministre Yoshihide Suga lors de son déplacement au Vietnam à la fin du mois.

Les subventions couvriront jusqu'à la moitié du coût de ces investissements pour les grandes entreprises et jusqu'à deux tiers pour les petites entreprises. Elles s'appliqueront aux produits dont la fabrication tend à être concentrée dans un pays spécifique, visant la Chine sans la citer.

Plus de 95 MUSD avaient été accordés à 30 entreprises japonaises lors du premier round de subvention en juillet dernier ([Voir brèves du 20 juillet 2020](#)) afin de financer des études de faisabilité et des programmes pilotes en ASEAN. Le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie a lancé un second round le 2 septembre en ajoutant l'Inde et le Bangladesh en sus de l'ASEAN comme possible destinations.

Une initiative similaire existe pour promouvoir les relocalisations vers le Japon, 57 projets totalisant 544 MUSD ont été approuvés en juillet dernier.

**Défense commerciale: l'UE impose des droits de douane sur les produits en aluminium en provenance de Chine**

D'après le [journal officiel de l'Union européenne](#), des droits de douane temporaires allant de 30,4 % à 48,0 % ont été mis en œuvre à partir du 14 octobre à l'encontre des importations d'aluminium extrudés en provenance de Chine. Une enquête antidumping par la Commission européenne est en cours envers ces produits.

L'association des producteurs chinois de métal a appelé cette enquête « sans fondement ».



## Défense commerciale : la Chine lance une enquête antisubventions sur les importations du PVC en provenance des Etats-Unis

Le 14 octobre, le ministère chinois du Commerce a lancé [une enquête antisubventions](#) sur les importations du polychlorure de vinyle (PVC) en provenance des Etats-Unis ; l'enquête a été initiée à la suite d'une demande des cinq entreprises chinoises dans le secteur du PVC déposée en août, et durera jusqu'au 14 octobre 2021.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## CLIMAT DES AFFAIRES

Contrôle des exportations : le projet de loi sur le contrôle des exportations passe en 3<sup>e</sup> relecture

Le 13 octobre, le comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) a lancé la 3<sup>e</sup> relecture du projet de loi sur le contrôle des exportations. Ce dernier texte prévoit notamment les exportations sans autorisation préalable de biens contrôlés par la loi seront soumis à des sanctions pénales ([lien](#)).

Le texte précédent publié à la suite de la 2<sup>e</sup> relecture ([voir brèves de la semaine du 6 juillet 2020](#)) prévoyait seulement, en termes flous, que les infractions « constituant des crimes » soient soumises aux sanctions pénales.

De plus, l'inclusion des codes sources et des algorithmes dans les biens contrôlés a été suggérée ([lien](#)). La loi sur le contrôle des exportations pourrait être adoptée en début de l'année 2021.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Télécommunications : un rapport identifie la forte dépendance de Huawei aux technologies américaines dans ses antennes-relais

Alors que l'accès aux marchés européens de la 5G se referme pour Huawei ([Belgique](#), Allemagne), un [rapport](#) de Nikkei Asian Review identifie la dépendance du groupe aux technologies américaines dans ses antennes-relais du réseau 5G. Après démontage et étude du dispositif de semi-conducteur situé dans le processeur de bande de base des antennes-relais de Huawei, ce rapport révèle que les pièces provenant de fournisseurs américains représentent près de 30% (27,2% exactement) du produit en termes de valeur.

Parmi les circuits logiques programmables américains présents dans ces antennes figurent les dispositifs FPGA (*field-programmable gate array*, fournis par les américains Xilinx et Lattice Semiconductor), des composants de mémoire fournis par Cypress Semiconductor, des commutateurs de télécommunications fournis par Broadcom et des amplificateurs fournis par Analog Devices ; les circuits imprimés sont également souvent fournis par Texas Instruments.

Quant aux autres fournisseurs étrangers, le dispositif principal de semi-conducteur placé sur ce processeur de bande de base s'avère être fourni par le fabricant taïwanais TSMC. En effet, Nikkei souligne la présence du code « Hi1382 TAIWAN » sur ce dispositif de semi-conducteurs. Ce CPU, basé sur un design de HiSilicon (filiale de Huawei), serait donc fondu par TSMC. Certaines puces de mémoire sont par ailleurs fournies par le coréen Samsung Electronics ; la part de composants coréens dans ces antennes-relais est ainsi la deuxième plus large derrière les Etats-Unis. Nikkei estime en outre que le processeur de bande de base (*baseband*) serait composé à 48,2% de composants fabriqués par la Chine. Cependant, sur ces 48,2%, le processeur principal est fabriqué par TSMC. Hors TSMC, seuls 10% des composants seraient entièrement d'origine chinoise.

Ce démontage des composants d'antenne-relais de Huawei pour la 5G confirme ainsi la forte dépendance de l'entreprise aux technologies taïwanaise (puces Kirin) et coréenne mais aussi américaines (circuits imprimés), dont les politiques d'offre semblent s'aligner sur les positions américaines restrictives actuelles et à venir. Anticipant la difficile situation à venir et depuis l'arrestation de Meng Wanzhou fin 2018, Huawei procède à des stockages massifs de composants clés de fournisseurs américains et étrangers, à la fois pour ses antennes-relais et pour ses smartphones. Huawei aurait ainsi accumulé des réserves de puces américaines cruciales (les CPUs d'Intel et les FPGA de Xilinx) pour les deux années à venir.

Par ailleurs, Wen Ku, directeur du département du développement de l'information et de la communication (信息通信发展司) du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), a indiqué que la Chine disposait de [680 000](#) stations de base 5G, soit davantage que l'objectif initial de cette année (650 000).

### Semi-conducteurs : TSMC obtient une licence lui permettant de fournir certaines puces à Huawei

Selon [Sina.com](#), TSMC aurait obtenu une licence du département du commerce américain l'autorisant à fournir des puces à Huawei. Cependant, la licence [ne concernerait](#) que les puces dont le *process node* (indiquant la finesse de gravure) est mature (au-delà de 28 nm). Ainsi, les puces dont la finesse de gravure est 16, 10, 7 et 5 nm par exemple, ne seraient pas incluses dans cette licence, ce qui impliquerait que Huawei n'aurait pas accès aux Kirin 9000 à 5 nm.

Pour rappel, Huawei a commandé 15 millions de puces Kirin 9000 à TSMC mais en a obtenu seulement 8,8 millions, ce qui lui laisse 6 mois avant de manquer de stocks. TSMC avait cessé de fournir Huawei le 15 septembre et [confirmé](#) ne pas être en mesure de fournir de puces à Huawei au T4.



## **Economie numérique : expérimentation d'accès à certains sites censurés en Chine avec l'application Tuber**

Apparue discrètement sur les *app stores*, [l'application Tuber](#), désormais [inexistante](#) depuis le 10 octobre, a brièvement offert un accès filtré à des sites comme Google, Facebook, YouTube et le New York Times.

L'application a été téléchargée plus de 5 millions de fois sur l'*app store* de Huawei depuis sa mise en ligne fin septembre. Il semblerait qu'elle ait été plus ou moins approuvée par les autorités chinoises ; son développeur, l'entreprise Qihoo 360 Technology Co., ayant par le passé déjà conseillé les autorités chinoises sur des affaires de cybersécurité sensibles. Depuis mai 2020, Qihoo 360 [figure](#) sur l'*entity list* du Département du Commerce américain.

L'apparition de ce navigateur pourrait ainsi suggérer une expérimentation en vue d'un potentiel compromis : un environnement contrôlé (les informations restent filtrées et les utilisateurs doivent s'inscrire avec leur numéro de téléphone avant usage) permettant potentiellement d'améliorer la qualité de la recherche scientifique et technologique.

## **Automobile : adoption d'un nouveau plan de développement pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN)**

Le 9 octobre a été [adopté](#) un nouveau plan de développement de l'industrie des VEN. Ce plan insiste sur « le rôle du marché dans l'allocation des ressources », ce qui semble confirmer la volonté du gouvernement d'encourager la consolidation du secteur tout en accompagnant la suppression des subventions à l'achat, prévue pour 2022. En revanche, le rôle du gouvernement dans la « supervision de la sécurité qualité et des normes » est réaffirmé, conformément à une vision industrielle ambitieuse pour la [standardisation du secteur](#), portée par les autorités. A partir de 2021, au moins [80%](#) des transports publics et taxis dans les zones pilotes (Fujian, Jiangxi, Guizhou et Hainan) devront être des VEN.

## **Politique industrielle : le Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) dresse un bilan flatteur des progrès industriels de la Chine au cours du treizième plan quinquennal**

Les dirigeants chinois insistent sur le renforcement des capacités d'innovation indigène et veulent faire de Shenzhen une vitrine du modèle chinois d'ici 2035. Un nouveau [plan de réformes](#) propose de faire de Shenzhen un hub d'innovation attirant notamment des talents étrangers. En tant que ZES, Shenzhen a davantage d'autonomie et devra réaliser ces objectifs d'ici 2025.

Dans une [colonne](#) pour le Quotidien du peuple le 9 octobre, Xiao Yaqing, Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a présenté sa vision du « renforcement du pays » par la production industrielle et les réseaux, faisant un bilan positif des progrès de la Chine en matière industrielle au cours du treizième plan quinquennal (2016-2020). Le Ministre a rappelé qu'entre 2016 et 2019, la valeur ajoutée industrielle totale de la Chine a augmenté de 24 540 Mds CNY (3 119 Mds EUR) à 31 710 Mds CNY (4 030 Mds EUR), soit un taux de croissance annuel moyen de 5,9%, largement supérieur à la croissance de l'industrie mondiale de 2,9% au cours de la même période. En 2019, la valeur ajoutée industrielle manufacturière chinoise représentait 28,1% de la valeur mondiale.

Un certain nombre d'exemples sectoriels ont été mis en avant pour illustrer ces progrès :

- la pénétration de l'économie numérique et la réduction de la fracture numérique. Les exemples cités sont : le paiement mobile, la pénétration de la 4G (93,4%) et de la fibre optique (80%) et le déploiement de la 5G (« plus de 500 000 stations de 5G construites », en réalité 680 000, et plus de 100 millions de terminaux connectés).

- la transformation et la modernisation des industries traditionnelles. Selon les chiffres mis en avant, le taux de contrôle numérique des processus clés et le taux de numérisation de R&D dans les principales industries manufacturières ont atteint respectivement 51,1% et 71,5%. Pourtant, le taux de numérisation des activités des entreprises chinoises, en particulier des PME, est jugé par la plupart des analystes comme étant très en retard ([jusqu'à 20 ou 30 ans](#)) par rapport aux pays occidentaux.
- la réduction de la capacité de production d'acier, qui aurait été achevée avec deux ans d'avance sur le calendrier du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal. Depuis 2018, une nouvelle réglementation oblige notamment les entreprises de hauts fourneaux à éliminer leurs surcapacités obsolètes avant d'investir dans de nouvelles installations. Malgré ces résultats encourageants, certaines limites entravent encore le processus de réduction des surcapacités : la concentration du secteur tarde à se mettre en œuvre, des pressions locales empêchent des restructurations nécessaires, certaines usines s'engagent dans la production illégale et les entreprises sidérurgiques chinoises sont toujours considérées comme les plus polluantes au monde.
- les progrès dans les technologies prioritaires du numérique, une nouvelle fois mises en avant : le *cloud computing*, le *big data*, l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle, et la blockchain.
- la transition écologique des entreprises productrices. Entre 2016 et 2019, la consommation d'énergie par valeur ajoutée industrielle des grandes entreprises industrielles aurait baissé de plus de 15% et la consommation d'eau par unité de valeur ajoutée industrielle aurait chuté de 27,5%.

### **Données personnelles : un projet de loi prévoirait un renforcement des contrôles sur la collecte, le stockage et l'usage de données personnelles**

Un projet de loi sur la protection des données personnelles (LPDP) a été examiné par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) le 13 octobre 2020. En 2018, cette loi, un temps envisagée, n'avait finalement pas été intégrée au programme législatif du comité permanent de l'ANP.

Celle-ci reprend certains principes déjà mentionnés dans [la loi sur la cybersécurité](#), introduite en 2017. Les gestionnaires de données sont ainsi contraints de demander le consentement explicite des internautes (告知—同意) avant de collecter, stocker ou utiliser leurs données personnelles. De même, cette loi rappelle que les entreprises étrangères exploitant des données personnelles sont tenues de le faire sur le territoire chinois.

Il est en outre précisé que les utilisateurs doivent pouvoir retirer leur consentement dans le cas où les conditions de collecte et utilisation des données auraient changé et que les entreprises doivent pouvoir fournir leurs solutions, indépendamment de la décision de l'utilisateur sur la collecte de ses données. En cas d'infraction, des amendes allant jusqu'à 50 M CNY (6,4 M EUR) ou 5% du chiffre d'affaires annuel sont prévues pour les manquements les plus graves. Les employés impliqués dans ces activités peuvent en outre être sanctionnés à titre personnel jusqu'à 1 M CNY (130 000 EUR).

Si la loi sur la cybersécurité était principalement motivée par la protection de la « sécurité nationale », Liu Junchen, membre du comité permanent de l'ANP, a [justifié](#) cette nouvelle loi par « les appels et les attentes massives de la population et du PCC ». Sans être très détaillé sur ce point, le nouveau projet de loi rappelle que les agences de l'Etat doivent suivre les procédures légales et administratives lorsque ces dernières gèrent des données personnelles. Des exceptions sont également prévues pour légaliser la collecte massive de données dans les cas d'urgence sanitaire, comme cela est le cas depuis le début de l'épidémie et la mise en place des QR Codes sanitaires de suivi.

La LPDP devrait avoir une application extraterritoriale dans le but déclaré de protéger les « intérêts personnels intérieurs » des citoyens chinois (我国境内个人的权益) à l'étranger. Le principe de



consentement explicite est donc particulièrement exigeant pour les transferts de données personnelles internationaux. Outre les critères de sécurité imposés par la loi de 2017, les transferts d'information dans des cadres administratifs et judiciaires doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique au préalable. Surtout, des mesures sont prévues contre des Etats qui prendraient des mesures « déraisonnables » (不合理措施) en termes de protection des données personnelles contre la Chine. Une telle disposition pourrait être un moyen de répondre aux actions américaines, mais aussi indiennes, qui pourraient entraver le développement international des applications chinoises, par exemple TikTok.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

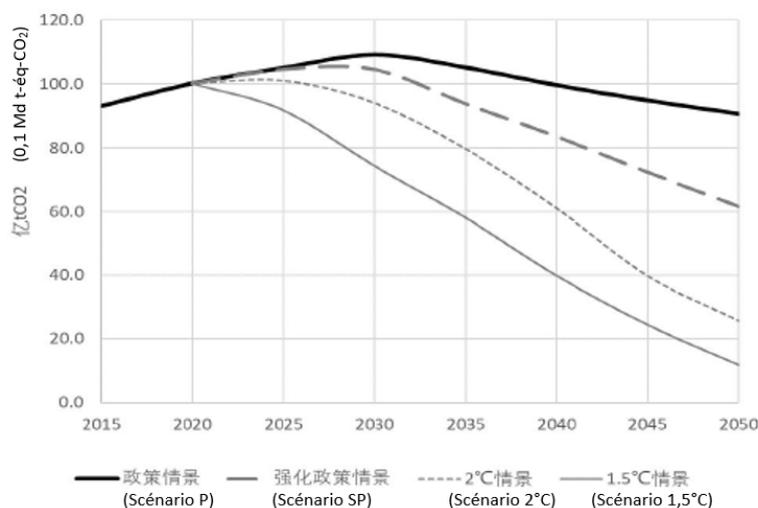
## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Climat : atelier de présentation de scénarios de transformations sobres en carbone de la Chine à l'horizon 2050

L'Institut du changement climatique et du développement durable (en anglais ICCSD) de l'Université de Tsinghua a organisé le 12 octobre un atelier de présentation des résultats d'un projet d'étude initié en 2019 sur les trajectoires de développement sobre en carbone de la Chine à long terme. Ont notamment participé à cet atelier M. XIE Zhenhua, conseiller spécial pour le climat du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) et doyen de l'ICCSD, M. ZHAO Yingmin, vice-ministre du MEE et M. LIU Yanhua, directeur du Comité national chinois des experts du changement climatique.

M. HE Jiankun, directeur du Conseil scientifique de l'ICCSD, a présenté les résultats principaux du projet d'étude mené par l'institut – en coopération avec dix-sept autres organismes de recherche. Le projet a étudié quatre scénarios d'ambitions croissantes, chacun à l'horizon 2030 et à l'horizon 2050 : (i) un scénario dit « P » (pour « *Policies* ») de poursuite des politiques actuelles telles que décrites dans le cadre de la contribution nationale chinoise (NDC) publiée en 2015 ; (ii) un scénario « SP » (*Stronger Policies*) de politiques climatiques renforcées ; (iii) un scénario dit « 2°C » de mise en œuvre de politiques visant à atteindre l'objectif de limitation du réchauffement mondial à 2°C et (iv) un scénario dit « 1,5°C » visant un réchauffement mondial miximal de 1,5°C.

*Prévisions d'émissions chinoises de CO<sub>2</sub> jusqu'en 2050 selon les quatre scénarios*



Selon M. HE, la mise en œuvre *dès 2020* des scénarios « 2°C » ou « 1,5 C » est irréaliste car il induirait une transformation trop radicale de l'économie chinoise. Par contre, une combinaison des scénarios « SP » d'ici 2030 puis « 1,5°C » dès après serait envisageable. Les travaux menés depuis l'année dernière ne permettent pas à ce stade de prolonger les prévisions jusqu'en 2060 mais il est clair que la poursuite des efforts d'atténuation après 2050 exigeront un renforcement des capacités d'absorption et d'élimination du carbone atmosphérique (technologies dites *carbon dioxide removal* ou CDR).

M. HE a conclu sa présentation par des recommandations visant à renforcer les mesures de sobriété carbone pendant le 14<sup>ème</sup> programme quinquennal (période 2021-2025) :

	13 <sup>ème</sup> programme quinquennal (2016-2020)		Objectifs pour le 14 <sup>ème</sup> prog. quinquennal (2021-2025)
	Objectifs	Prévisions fin 2020	
Intensité énergétique (énergie par unité de PIB)	- 15 %	- 14,3 %	- 14 %
Part des énergies non fossiles dans le bouquet énergétique	15 %	16 %	20 %
Intensité carbone (émissions de CO <sub>2</sub> par unité de PIB)	- 18 %	-19,5 %	- 19 %
Consommation énergétique annuelle (en Md t-éq-c)	5,0	4,94	5,5
Emissions annuelles de CO <sub>2</sub> (en Md t-éq-CO <sub>2</sub> )	Pas d'objectif	10,33	10,5

Par ailleurs, l'étude recommande (i) d'atteindre le pic de consommation de charbon pendant la période du 14<sup>ème</sup> programme quinquennal, (ii) d'établir un marché carbone national élargi au-delà du seul secteur de la production d'électricité et (iii) de renforcer les mesures de surveillance (*Monitoring, Reporting and Verification* - MRV) aux gaz à effet de serre autres que le CO<sub>2</sub>.

En ce qui concerne la mise à jour de la NDC chinoise, M. HE conseille de renforcer ses quatre principaux objectifs comme il suit : (i) pic d'émissions de CO<sub>2</sub> avant 2030 ; (ii) réduction de l'intensité carbone d'au moins 65 % par rapport à 2005 ; (iii) augmenter jusqu'à environ 25 % la part des énergies non fossiles dans le bouquet énergétique national et (iv) augmenter le volume forestier de 5,5 à 6 Mds m<sup>3</sup> de bois sur pied par rapport à 2005.

Deux tables-rondes successives ont conclu l'atelier. Parmi les interventions, il convient de retenir celle de M. WANG Yi, membre de l'Académie chinoise des sciences et du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, qui a souligné l'intérêt de fixer un plafond d'émissions totales de CO<sub>2</sub> non seulement dans le 14<sup>ème</sup> programme quinquennal mais aussi dans le projet de loi sur la lutte contre le changement climatique.

### **Aéronautique : AVIC est-il ciblé par les Etats-Unis dans leur volonté d'impulser un « découplage » technologique des chaînes de valeur ?**

Dans une industrie par essence interdépendante et fortement mondialisée, des signes de reconfiguration des chaînes de valeurs se manifestent. Les Etats-Unis pourraient être tentés d'étendre la stratégie de « découplage » technologique avec la Chine à l'industrie aéronautique, en dépit des intérêts et l'intégration de l'industrie américaine dans la *supply chain* globale. En témoigne une série de récentes décisions américaines, qui pourraient instaurer des entraves potentielles au développement de l'industrie chinoise et à la bonne poursuite de la coopération avec les firmes étrangères.

En avril dernier, le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce (DoC) américain a procédé en avril dernier à une [révision du Règlement sur l'administration des exportations](#)

[\(EAR\)](#), introduisant de nouvelles restrictions pour les exportations vers la Chine de biens à double usage de produits aéronautiques. Ces dispositions sont entrées en vigueur cet été et concernent également les activités des fournisseurs, clients ou donneurs de pays-tiers comme la France. Fédérés au sein du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), les entreprises aéronautiques françaises étudient avec les pouvoirs publics ces évolutions, pour mieux en cerner les impacts potentiels (en fonction notamment des types de flux et de produits, avec application ou non d'une règle « de minimis » précisant un niveau d'intégration de composants américain, etc.).

En outre, la [liste des entreprises chinoises](#) publiée en juin par le ministère de la défense des Etats-Unis (DoD), avait mis à l'index les principales entreprises publiques chinoises du secteur aérospatial, dont les activités et les intérêts se confondent, aux yeux des autorités américaines, à ceux de l'Armée Populaire de Libération. [D'après un article récent de Bloomberg](#), AVIC pourrait tomber dans le collimateur des Etats-Unis, et se voir imposer des mesures de rétorsions comparables à celles qui ont frappé Huawei, Tik Tok ou WeChat. Cela pourrait avoir un impact très important pour les industries américaines en Chine, AVIC disposant de plusieurs coentreprises avec plusieurs grandes entreprises américaines comme GE (solutions avioniques), Honeywell (contrôle de vol) ou Textron (fabrication de jets d'affaires Cessna), mais aussi indirectement vis-à-vis des programmes de COMAC (AVIC étant l'un des actionnaires de références). Cela aussi sans doute aussi des conséquences pour les entreprises de pays tiers, comme Airbus, Safran ou Thales, entretenant des relations industrielles avec AVIC. Les Etats-Unis restent cependant susceptibles de mettre en œuvre leur réglementation d'une manière variable, en prenant en compte d'autres facteurs, notamment économiques. Pour illustration, GE avait sollicité l'appui de la présidence américaine dans le dossier de révision de sa licence d'exportation des moteurs LEAP-1C de la JV CFM (GE et Safran), destiné à équiper le C919 de COMAC. Menacée un temps d'un retrait de licence, GE a [finalement obtenu un accord](#) en avril dernier.

Indépendamment de ces menaces américaines, le groupe AVIC a confirmé cette semaine [une réorganisation capitalistique](#) annoncée fin septembre, présidant à une réorganisation des capitaux propres d'AVIC Aircraft Co. LTD et les participations détenues par le groupe, Aviation Industry Corp. of China (AVIC). En vertu de cette opération, AVIC Aircraft cède à la holding ses participations dans plusieurs filiales (100% du capital qu'elle détenait dans Air Machinery ; 63,56% de Xi'an Aircraft Industry Aluminium ; 27,16% d'AVIC Shenfei Civil Aircraft et 36% d'AVIC Chengfei Civil Aircraft), et en contrepartie acquiert le contrôle de 100% des capitaux propres des trois sociétés suivantes : Xi'an Aircraft (programme de turbopropulseur MA-700, partie du fuselage du programme C919 de COMAC), Shaanxi Aircraft Industry (construction d'avion militaire, comme le Y-8 dédié au fret) et China Aerospace Water Aircraft Industry (maintenance appareils militaires). Le volume global de ces échanges d'actif est estimé à près de 3 Mds CNY [380 M EUR], AVIC Aircraft ayant ajouté dans la balance un solde de différence 252 M CNY en cash [32 M EUR]. Le but est de regrouper au sein d'AVIC Aircraft les activités strictement dédiées à la construction aéronautique, civile et militaire, avec à la clef différentes optimisations financières, dont une diminution notable des coûts de transferts intra-groupe.

### **Aéronautique : annulation de la 13<sup>ème</sup> édition du salon aéronautique international de Zhuhai**

Après de nombreuses semaines de tergiversation et d'incertitude, les organisateurs de la treizième édition du salon aéronautique international de Zhuhai, qui devait se tenir entre le 10 et le 15 novembre 2020, ont finalement annoncé [son annulation](#). Ce salon biennal, dont la première édition remonte à 1996, est le plus grand salon aéronautique en Chine. Cette rencontre pourrait être reportée de un à deux ans, selon diverses sources officieuses. Une telle décision apparaissait comme inéluctable, face aux grandes difficultés que les ressortissants étrangers rencontrent pour se rendre actuellement en Chine, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : restrictions à l'entrée du territoire chinois et

difficultés à obtenir des visas, rareté des vols internationaux et mesures sanitaires en vigueur (dont l'observation d'une quarantaine obligatoire de quatorze jours).

Le salon de Zhuhai est traditionnellement une vitrine pour l'industrie chinoise qui y affiche ses progrès et ses ambitions en matière d'aéronautique civile et de défense. La crise historique qui frappe le secteur de l'aviation civile au niveau mondial, n'épargne pas non plus les grands programmes chinois, comme ceux de COMAC. En effet, la finalisation des travaux de certification de l'appareil monocouloir C919, concurrent direct des Airbus de la famille A320 et de Boeing de gamme 737 devrait [glisser de mi-2021 \(objectif initial\) à 2022](#). De même, la sélection des fournisseurs pour le programme de gros porteur sino-russe CR929, [continue d'accumuler du retard](#).

### **Développement durable : le vice-Premier ministre M. HAN Zheng a présidé une réunion de travail au Ministère de l'écologie et de l'environnement**

Le vice-Premier ministre M. HAN Zheng a présidé le 13 octobre une réunion de travail au Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) au cours de laquelle il a insisté sur l'importance de placer la restauration écologique, la protection de l'environnement et l'édification de la civilisation écologique au cœur de l'action publique. En particulier, dans le contexte des nouvelles annonces sur le climat du président Xi Jinping aux Nations-Unies le 22 septembre et de finalisation du 14<sup>ème</sup> programme quinquennal (couvrant la période 2021-2025), le vice-Premier ministre a souligné l'importance des dispositions à prendre sur les changements climatiques et a demandé au ministère de préparer un plan d'action pour l'atteinte du pic des émissions de CO<sub>2</sub>, d'accélérer l'établissement d'un marché carbone national et de participer plus activement à la gouvernance mondiale du climat. M. HAN Zheng a par ailleurs souligné l'importance de la protection de l'environnement des milieux aquatiques, notamment pour le fleuve Yangtsé, le fleuve Jaune et la zone humide de Baiyangdian (région de Xiong'an - ville nouvelle de Pékin).

### **Energie : annonce de la fusion des principales entreprises charbonnières du Shanxi**

La province du Shanxi, première province chinoise productrice de charbon, devrait fusionner ses principales entreprises locales de l'industrie du charbon, d'après une note officielle publiée par Jinneng Group. Les entreprises d'Etat concernées par cette consolidation incluraient *Datong Coal Mine Group*, *Jinmei Group*, *Jinneng Group*, *Shanxi Jincheng Anthracite Mining Group* ainsi que *Shanxi Lu'an Mining Industry Group*. Le *Taiyuan Coal Exchange Center*, le plus important marché d'échanges de charbon en Chine, serait également incorporé à la nouvelle entité baptisée *Jinneng Holding Group*.

Le nouveau groupe ainsi consolidé devrait devenir le deuxième producteur de charbon du pays après *China Energy Investment*. Les groupes Datong, Jinneng et Shanxi Anthracite Mining ont produit à eux seuls 316 millions de tonnes (Mt) de combustible en 2019 (contre 510 Mt pour China Energy Investment), pour une valeur totale d'actifs estimée de l'ordre de 1000 milliards de RMB (125 milliards d'euros) au 30 juin 2020. Pour mémoire, la production de charbon en Chine s'élevait à 3,85 milliards de tonnes l'année dernière, pour une production mondiale totale de 7,92 milliards de tonnes.

Cette fusion s'inscrit dans le cadre des efforts de consolidation poursuivis par le gouvernement chinois depuis cinq ans pour moderniser et restructurer l'industrie du charbon, afin d'accroître l'efficacité d'un secteur très fragmenté. Elle succède à celle annoncée en août des entreprises d'Etat Yankuang Group et Shandong Energy Group pour former la nouvelle entité Shandong Energy Company. Pour rappel, en mai dernier, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) s'est engagée à

accélérer la fermeture des petites mines de charbon dans l'optique de réduire la surproduction, de renforcer la sécurité et de réduire la pollution.

## **Pollution de l'air : l'exposition aux PM2.5 aurait provoqué la mort prématurée de 30,8 millions d'adultes en Chine entre 2000 et 2016**

[Une étude américaine parue fin septembre dans \*Proceedings of the National Academy of Sciences\* \(PNAS\)](#) présente une évaluation des niveaux de pollution de l'air aux PM2.5 (particules de moins de 2.5 µm de diamètre) et le taux de mortalité associé à une exposition prolongée entre 2000 et 2016 en Chine. Les scientifiques ont utilisé des observations satellitaires de l'épaisseur optique des aérosols (AOD) combinées à des relevés issus de stations de mesure au sol ainsi qu'à des données météorologiques, pour aboutir à une estimation des concentrations en PM2.5 dans l'air avec une résolution spatiale de 1 km. « *L'avantage de l'imagerie satellitaire pour déterminer les niveaux de PM2.5 est qu'elle est plus complète et qu'elle fournit également une estimation de la pollution atmosphérique historique* » commente dans le magazine PNAS Yang Liu, l'un des co-auteurs de l'étude. Pour pallier à l'absence de dispositif généralisé de surveillance au sol avant 2013<sup>2</sup>, les chercheurs ont développé un modèle de prévision utilisant l'apprentissage automatique entraîné sur des données collectées après 2013.

La relation entre l'exposition à long terme aux PM2.5 et le taux de mortalité non accidentelle chez les adultes (relation dite de « concentration-réponse ») repose à la fois sur les résultats d'une étude de cohorte antérieure menée sur près de 117 000 Chinois suivis pendant plus de 7 ans dans 15 provinces, et sur le modèle *Global Exposure Mortality* (GEMM) issu de 41 cohortes menées dans 16 pays. L'étude estime ainsi que l'exposition prolongée aux PM2.5 aurait provoqué la mort prématurée de 30,8 millions d'adultes en Chine sur la période de 17 ans analysée, avec un taux de mortalité annuel compris entre 1,5 millions (en 2000) et 2,2 millions (en 2013). Après 2013, ce taux annuel diminue progressivement et atteint 1,8 millions en 2016. L'analyse réalisée province par province suggère que la mortalité serait supérieure dans les provinces du Henan, Shandong, Tianjin et Hebei (entre 190 et 494 morts pour 100 000 personnes) par rapport à Macao, Taiwan et le Hainan (entre 80 et 179 morts pour 100 000 personnes).

Pour mémoire, l'Organisation Mondiale de la Santé estimait à 4,2 millions le nombre de décès prématurés dans le monde dus à l'exposition aux PM2.5 en 2016. La valeur limite d'exposition annuelle recommandée par cette organisation est de 10 µg/m<sup>3</sup>, quand le *China National Environmental Monitoring Center* (CNEMC) reportait en 2016 une moyenne annuelle de 47 µg/m<sup>3</sup> sur l'ensemble du territoire chinois. Cependant si les niveaux de concentration en PM2.5 continuent de baisser (-2,4% en 2019) la concentration en ozone, elle, a augmenté de 6,5% en glissement annuel, ce qui en fait la deuxième principale source de pollution atmosphérique après les PM2.5.

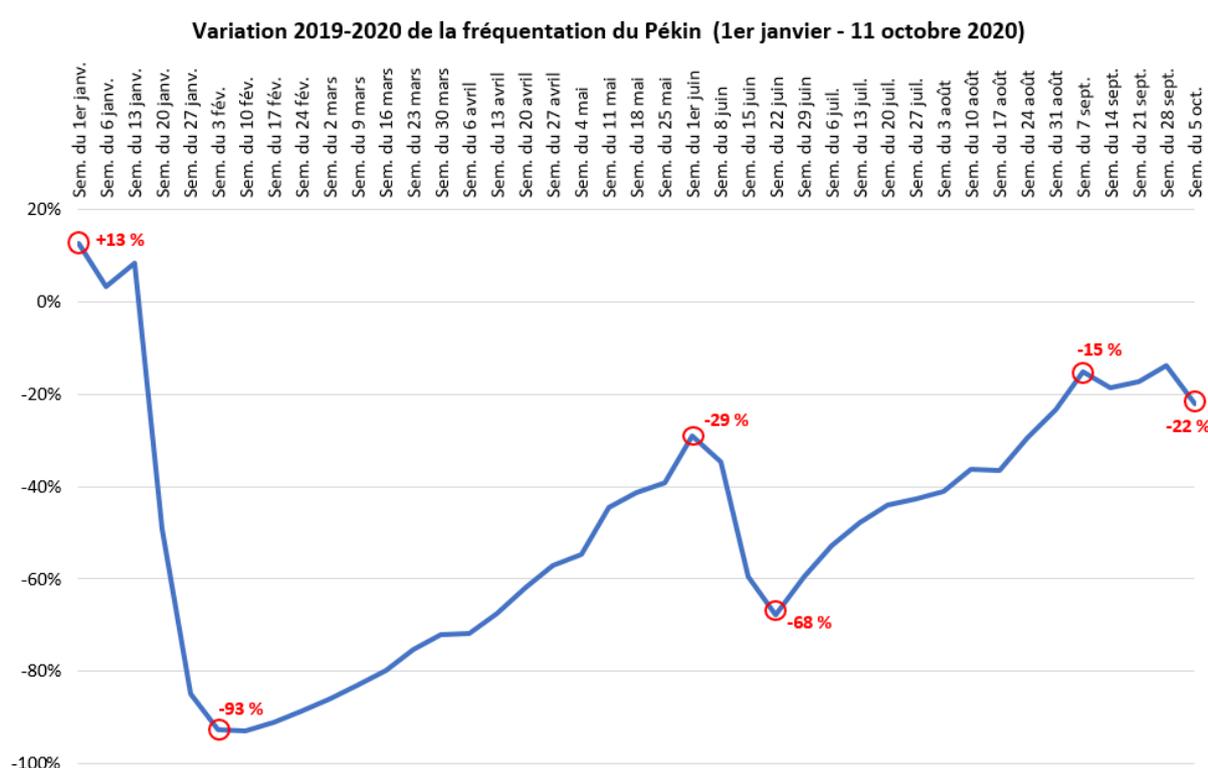
## **Transports urbains : fort impact du Covid-19 sur la fréquentation du métro de Pékin**

L'analyse de la fréquentation des 16 lignes du métro de Pékin exploitées par *Beijing Subway* du 1<sup>er</sup> janvier au 11 octobre 2020, exprimée en variations hebdomadaires par rapport aux semaines comparables de 2019, montre une forte sensibilité à la crise sanitaire liée au Covid-19. Dans le détail, on remarque (i) avant le Nouvel an chinois une augmentation de l'ordre de +10 % par rapport à 2019

---

<sup>2</sup> En 2013 le Conseil des Affaires d'Etat chinois a publié son « Plan d'Action pour la Prévention et le Contrôle de la Pollution Atmosphérique » pour lutter contre la pollution atmosphérique et ses conséquences sanitaires, suite auquel plus d'un million de stations de mesure au sol de la pollution ont été déployées dans toute la Chine, pilotées par le China National Environmental Monitoring Center (CNEMC).

(en relation avec le développement global du réseau métropolitain en mai 2019) puis (ii) une chute brutale suivie d'une lente reprise de la fréquentation de début février (premières mesures de restrictions de circulation – env. 8 millions de voyageurs quotidiens en moins par rapport à 2019) jusqu'à fin mai, reprise suivie finalement (iii) d'une rechute début juin (après la découverte d'un nouveau foyer épidémique) puis (iv) d'une lente remontée depuis le début septembre jusqu'aux vacances liées à la Fête nationale le 1<sup>er</sup> octobre («Golden week»). En septembre et octobre 2020, le trafic du métro pékinois accuse encore une perte de fréquentation de 15 à 20% par rapport aux semaines comparables en 2019 (de 1 à 1,5 millions de passagers en moins chaque jour en comparaison avec 2019).



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## ACTUALITES REGIONALES

### L'industrie des télécommunications du Sud-ouest continue d'affermir sa position en 2020

Les données officielles indiquent que l'industrie combinée des ordinateurs, équipements de télécommunications et autres produits électroniques de la province du Sichuan a progressé de 13,2 % sur les sept premiers mois de l'année. A Chongqing, sur le premier semestre, les exportations d'ordinateurs portables ont progressé de 7,9 % en volume sur un an (25,5 M d'unités) et de 4,9 % en valeur, à 72,5 Mds CNY, au premier rang de Chine. Un tiers et un cinquième des ordinateurs portables vendus mondialement sont produits respectivement à Chongqing et Chengdu, selon les données avancés par [China Daily](#). Les deux villes représenteraient dorénavant un tiers de l'industrie informatique mondiale.

En outre, [l'industrie des circuits intégrés et des semi-conducteurs de Chongqing](#) a progressé de 30,8 % pour les premiers et de 18,6 % pour les seconds sur les huit premiers mois de l'année. Chongqing compte actuellement 50 entreprises opérant dans les semi-conducteurs, pour une valeur de production en 2019 de 46 Mds CNY. La Municipalité anticipe une hausse de cette production à 65 Mds CNY en 2022, puis vise un objectif de 100 Mds CNY en 2025.

### Canton : troisième déplacement officiel de Xi Jinping dans le Guangdong à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire des zones économiques spéciales

Lancées par Deng Xiaoping en 1980, les zones économiques spéciales ont joué un rôle essentiel dans le développement économique de la Chine au cours des quatre dernières décennies. Elles ont notamment permis d'expérimenter et d'ajuster la politique de réforme et d'ouverture, indispensable à l'insertion réussie de la Chine dans l'économie mondiale. La célébration du 40<sup>ème</sup> anniversaire des zones économiques spéciales avait donc pour objectif de saluer le travail accompli jusqu'à aujourd'hui, mais également de réaffirmer l'attachement du Parti à un modèle qui a fait ses preuves.

Pour son troisième déplacement dans le Guangdong, le Président Xi a souhaité débiter par la ville de Chaozhou, où il a visité plusieurs lieux historiques et culturels avant de se rendre dans une usine spécialisée dans l'électronique. Ces deux séquences lui ont permis de mettre en avant l'importance de la transmission de l'héritage culturel tout comme la nécessité d'une « innovation indépendante » permettant à la Chine d'assurer une croissance économique pérenne. Le Président a également profité de sa présence à Chaozhou pour inspecter les forces marines de l'Armée de populaire libération (APL), avant de se mettre en route pour Shenzhen.

A Shenzhen, Xi Jinping a prononcé un discours retransmis en direct par le China Media Group, le Quotidien du Peuple, l'Agence de presse Xinhua (Chine nouvelle), la Télévision centrale de Chine et divers sites d'information en ligne. Le discours célèbre le progrès accompli par les zones économiques spéciales en l'espace de 40 ans, et réaffirme le rôle prépondérant de Shenzhen tant dans la politique de réforme et d'ouverture chinoise que dans la définition du modèle de socialisme aux caractéristiques chinoises et la construction de la Grande Baie. Avant de quitter Shenzhen, le Président a déposé une gerbe au pied de la statue de Deng Xiaoping, artisan historique de la réforme chinoise et créateur des zones économiques.

Xi Jinping a terminé sa tournée par Shantou, une autre des 4 zones économiques spéciales créées en 1980. Lors de la visite d'un musée dédié à la diaspora chinoise, il a souhaité souligner la densité des

liens entretenus avec les chinois de l'outremer et ainsi que leur rôle important dans l'ouverture de la Chine.

### **Canton : planification de la première ligne de métro interurbain devant relier Canton à Shenzhen**

La ligne 22 du métro de Canton sera prolongée jusqu'à Shenzhen, en passant par Dongguan, d'après un appel d'offres publié par Guangzhou Metro le 12 octobre. Initialement prévue pour raccourcir le temps de trajet entre le district de Nansha et la gare du Sud de Canton, cette ligne de métro interurbain à grande vitesse (160 km/h) actuellement en construction sera la première à relier Canton au réseau ferroviaire de Shenzhen. Elle constituera un maillon essentiel du réseau de transport ferré de la Grande Baie, qui doit contribuer à ramener le temps de trajet entre chaque ville à 1 heure. Une extension de la ligne vers le nord, déjà incluse dans le plan de transport interurbain de la Grande Baie dévoilé en août cette année, permettra en outre de rallier l'aéroport international de Canton-Baiyun. À la fin du premier semestre 2020, le maillage total de lignes de chemin de fer en service dans la province du Guangdong atteignait 4 718 kilomètres, dont 2 100 kilomètres de ligne à grande vitesse (>200 km/h), plaçant la province au premier rang national.

[Source](#)

### **Canton : Shenzhen expérimente pour la première fois à grand échelle la monnaie numérique de la Banque Populaire de Chine**

Le district de Luohu (Shenzhen) a distribué à ses habitants 10 M CNY (1,49 M USD) sous forme de monnaie numérique. 50 000 bénéficiaires choisis par tirage au sort ont reçu chacun 200 CNY sous forme d'enveloppes rouges numériques, pouvant être dépensés du lundi au vendredi dans plus de 3000 magasins du stricts la semaine suivant la distribution. Il s'agit de la première expérimentation à grande échelle de monnaie numérique conçue par la Banque populaire de Chine. Les quatre grandes banques publiques – Industrial and Commercial Bank of China, Agricultural Bank of China, Bank of China et la China Construction Bank – ont pris part au test.

[Source](#)

### **Zhejiang, Yiwu : ouverture de la ligne ferroviaire Yiwu – Hanoï**

Le 10 octobre, la ligne ferroviaire de marchandises « Yixin Express » a porté son premier convoi de marchandises au départ de Yiwu et à destination de Hanoï, la capitale du Vietnam (à une distance de 2168 km). C'est le premier convoi ferroviaire de marchandises à être transporté sur cette ligne, du Zhejiang vers un pays d'Asie du Sud-Est. La ligne, a pour objectif de relier, à l'avenir, la Thaïlande, le Cambodge, le Laos et même Singapour par chemin de fer et voies mer-rails combinées. Le convoi transportait en majorité des équipements de machineries, produits électroniques, vêtements et accessoires au Vietnam ; sur le trajet retour le convoi sera composé de fruits, riz, café. La ville de Yiwu est un point de départ de différentes lignes ferroviaires intégrées à l'initiative des Routes de la Soie, notamment la ligne Yiwu-Xinjing-Europe.

[Voir l'article de The Paper](#)

*[Retour au sommaire \(ici\)](#)*

## HONG KONG et MACAO

### HONG KONG

#### Economie :

Dans son dernier rapport *World Economic Outlook* publié le 13 octobre, **le FMI a revu sa prévision de croissance pour Hong Kong en 2020** de -4,8% (avril) à -7,5%. Le FMI anticipe une croissance de +3,7% en 2021.

**Citibank a publié la 17<sup>ème</sup> édition de son *Hong Kong Affluent Study 2019/2020*, indiquant que le nombre de millionnaires en USD à Hong Kong a augmenté de +22% en 2020**, citant la reprise des marchés boursiers et l'impact économique positif de la fin des manifestations. Plus de 500 000 personnes détiennent actuellement un patrimoine supérieur à 10 M HKD (1,3 M USD) à Hong Kong, avec pour cette catégorie un patrimoine médian de 17 M HKD (2,2 M USD). L'immobilier représente 78% du patrimoine des millionnaires de Hong Kong. Les espèces et les dépôts représentent 50% des actifs liquides, et les actions 28%.

#### Immobilier :

**La chute du marché immobilier commercial et de bureaux s'est poursuivie au 3<sup>ème</sup> trimestre** Alors que les frontières de Hong Kong demeurent quasiment closes depuis le mois de mars et que les ventes de détail se sont contractées de 23,1% et 13,1% (g.a.) en juillet et août respectivement, l'immobilier commercial hongkongais subit un taux de vacance en centre-ville de 17,7% à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre, et les loyers y ont baissé de -6,6% (g.a.). Dans le quartier de Causeway Bay, le plus cher du monde pour l'immobilier commercial, le taux de vacance a grimpé de 2,6% au T4-2019 à 13,2% au T3-2020, tandis que les loyers commerciaux ont chuté de -7,8% en glissement annuel, et atteignent leur plus bas niveau depuis 12 ans. Dans le secteur des restaurants & bars en particulier, les loyers ont reculé au T3 de 5% en glissement annuel. Selon le dernier rapport trimestriel de Cushman & Wakefield l'immobilier commercial à Hong Kong devrait continuer à se dégrader à court terme L'immobilier de bureau connaît une situation identique avec un taux de vacance global atteignant 11,6% à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre, le niveau le plus élevé depuis 15 ans. Les loyers de bureaux se contractent (- 4,7% en g.a. au T3 et -13,9% depuis le début de l'année). C&W estime que les loyers de bureau dans le quartier de Central pourraient baisser de 25% en 2020.

Dans ces deux catégories (immobilier commercial et de bureaux), les investissements ont reculé de - 61,8% au T3 (g.a.) pour les transactions supérieures à 13 M USD. Les acheteurs chinois ont représenté 72,2% des achats en volume au T3, C&W indiquant un retrait des acheteurs locaux et des fonds étrangers.

#### Sanctions américaines :

Le 14 octobre, le Département d'État américain a publié son rapport dans le cadre du *Hong Kong Autonomy Act* et a listé 10 personnalités, dont la chef de l'exécutif Carrie Lam, ayant contribué selon les Etats-Unis au non-respect par la Chine de ses obligations relevant de la déclaration commune sino-britannique de 1984 ou de la mini constitution de Hong Kong (Basic Law). Ces dix personnalités ont déjà été sanctionnées le 7 août dernier, les sanctions comprenant le gel de leurs avoirs, la suspension de leurs visas aux Etats-Unis, ainsi que l'interdiction pour les entreprises et citoyens américains d'effectuer des transactions avec eux.



Le Département du Trésor américain, en lien avec le Département d'Etat, listera dans un délai de 30 à 60 jours les institutions financières étrangères effectuant sciemment des transactions significatives avec ces personnalités, et elles seront alors sanctionnées.

## **MACAO**

### **Economie :**

Dans son dernier rapport *World Economic Outlook* du 13 octobre, **le FMI a revu sa prévision de croissance pour Macao en 2020** de -29,6% (avril) à -52,3%. Le FMI anticipe une reprise de l'économie de +23,9% en 2021.

### **Tourisme :**

Suite à l'autorisation de la délivrance de visas de tourisme à partir du 23 septembre pour toute la Chine, 156 300 touristes ont visité Macao pendant la *Golden Week* (première semaine d'octobre). Ce résultat constitue toutefois une chute de -86% par rapport à 2019. Les visiteurs doivent toujours présenter un résultat de test Covid négatif datant de moins de 7 jours. Le taux d'occupation des hôtels et chambres d'hôtes a atteint 43,6% pendant la Golden Week, une baisse de -50,4% en glissement annuel. Le tarif des chambres hôtels et chambres d'hôtes a chuté de 30% à 162 USD dont -27% pour les hôtels 5 étoiles et -49,5% pour les 4 étoiles.

## **TAIWAN**

Commerce extérieur : l'excédent commercial augmente de près de 23% sur les neuf premiers mois

Selon les statistiques du ministère des Finances, les exportations taiwanaises s'élèvent au cours des neuf premiers mois à 248 Mds USD (+2,4%). Elles progressent de 13,3% vers la Chine (y compris Hong Kong) à 108 Mds USD, de 7,1% vers les USA (36,4 Mds USD) et de 0,1% vers le Japon (17,2 Mds USD) ; elles diminuent, en revanche, de 5% vers l'ASEAN (38,3 Mds USD) et de 9,2% vers l'UE (20,3 Mds USD). Les produits électroniques restent le premier secteur d'exportation avec 97,2 Mds USD (+20,3%) en raison de la demande externe d'infrastructures 5G et du lancement des nouveaux smartphones. Parmi les autres secteurs de l'industrie, les produits de télécommunication progressent de 14% à 35 Mds USD tirés eux aussi par la 5G et l'augmentation du télétravail et de l'enseignement à distance. En revanche, dans les secteurs plus traditionnels de l'économie la baisse des exportations se confirme. C'est le cas en particulier des produits métallurgiques à 18,4 Mds (-12%), des machines à 15,7 Mds USD (-10,5%) et des plastiques à 15 Mds USD (-11,6%). La Chine reste la première destination des exportations taiwanaises (43,6% du total). Les sanctions du département du commerce américain à l'égard de Huawei et des autres groupes chinois inscrits sur « l'Entity list », entrées en vigueur le 15 septembres, ont soutenu les exportations de composants électroniques vers la Chine au cours des derniers mois. Les importations qui représentent 207,7 Mds USD pendant cette période, baissent de -0,7% par rapport à celle de 2019 ; celles des produits électroniques augmentent en revanche de 15,7% à 50,1 Mds USD comme celles des produits de télécommunication à 14,6 Mds USD (+19,6%), ces deux industries étant particulièrement intégrées dans la chaîne de valeur inter-détroit. En revanche, les importations de produits minéraux (26,3 Mds USD, -29,4%) chutent fortement en raison de la baisse des prix des matières premières alors que celles des machines et équipements sont stables à 23,2 Mds USD (-0,5%). Les importations de produits chimiques baissent de 3,8% à 19,6 Mds USD, le secteur de la chimie étant l'un des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan en représentant 22,2% du total (+7,9%), suivie du Japon (16,1%,



+5,1%), des pays d'ASEAN (12,7%, +3,6%), de l'Europe (12,5%, -1,9%) et des Etats-Unis (11,4%, -7,2%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan est en progression de 22,9% et atteint 40,3 Mds USD.

#### Bourse : retrait du Fonds national de stabilisation (NSF)

Les autorités ont décidé, le 12 octobre, de suspendre l'action du [Fonds national de stabilisation](#). Le TAIEX, principal indice de la bourse de Taïwan, a, en effet, rebondi de 49,2%, depuis son seuil de 8 681 points enregistré, le 19 mars, pour atteindre, voire dépasser, celui des 13 000 points. Ce fonds de stabilisation doté de 500 Mds TWD (15 Mds euros) a été créé, en 2000, pour soutenir le marché financier en cas de crise. Il est intervenu fin mars à hauteur de 760 M TWD (22 M euros).

#### Semi-conducteurs : le vice-premier ministre rappelle les objectifs du gouvernement

[Le vice-premier ministre SHEN Jong-chin](#) a rappelé récemment le soutien apporté par le gouvernement à TSMC dans le développement des futures générations de semi-conducteurs (recherche de terrains, fourniture d'eau et d'électricité). TSMC s'est engagé dans un programme d'investissement de 17 Md USD en 2020 et a annoncé la production de semi-conducteurs de 3 nm, en 2022, et de 2 nm, en 2025. Selon le vice premier ministre, et ancien ministre de l'économie pendant le premier mandat de la présidente Tsai Ing-wen, les exportations taïwanaises de semi-conducteurs devraient atteindre 3000 Mds TWD (90 Mds USD) en 2020, et leur production 5000 Mds de TWD (145 Mds USD) en 2030.

#### Finances : les assureurs investissent massivement dans l'immobilier

Au cours des trois premiers trimestres, [les assureurs ont investi dans le secteur immobilier](#) à hauteur de 104 Mds TWD (3 Mds d'euros), soit une augmentation de 165% par rapport à la même période en 2019, alors qu'au cours des quatre dernières années le montant moyen de leurs investissements dans ce secteur se situait entre 30 et 40 Mds TWD. En 2020, [95% des projets se situent à Taipei](#), et se concentre dans trois investissements réalisés par le groupe Nanshan (construction du 3<sup>ème</sup> hall du World Trade Center pour un montant de 31,27 Mds TWD) et Fubon (28,28 Mds pour développer le quartier de Nangang et 26,8 Mds TWD pour le rachat de l'hôtel Sunworld Dynasty). Leur montant cumulé est proche du record observé en 2012 (115 Mds TWD). Ces investissements s'expliquent par le faible niveau des taux d'intérêt, un excès de liquidité sur le marché taïwanais et le retour des entreprises taïwanaises de Chine qui entraînent une flambée des prix de l'immobilier. [Les députés ont alerté le gouvernement](#) pour qu'il prenne des mesures pour réguler la hausse des prix de l'immobilier qui est un phénomène récurrent à Taïwan et faciliter l'accès à la propriété au plus grand nombre.

#### Transports : accord entre le ministère des Transports et des communications (MOTC) et les villes de Taipei, New Taipei City et Keelung sur un nouveau projet de ligne de métro souterraine.

[Le ministre des Transports et des communications, LIN Chia-lung](#) a conclu un accord avec les villes de Taipei, New Taipei City et Keelung pour construire une ligne de métro entre le district de Nangang à Taipei et la ville portuaire de Keelung située dans le nord de l'île. Cette [ligne souterraine](#) sera connectée aux lignes ferroviaire (TRA) et aux lignes à grande vitesse (THSRC) à partir de Nangang. La fréquentation de cette ligne ([light rail rapid transit system](#)) se situera entre 10 000 et 15 000 passagers/heure au lieu de 5000 prévus initialement avec un système de tramway. Par ailleurs, le MOTC a annoncé que la ligne ferroviaire à grande vitesse sera prolongée jusqu'à la ville de Ilan afin de faciliter l'accès à la côte Est.

## MONGOLIE

### **Visite en Mongolie du Ministre des Affaires étrangères du Japon Toshimitsu Motegi : octroi d'un prêt concessionnel du Japon à la Mongolie de 236 MUSD.**

À l'occasion d'un déplacement officiel en Mongolie le 9 octobre 2020, le Ministre des Affaires étrangères du Japon, Toshimitsu Motegi, a annoncé l'octroi à la Mongolie d'un [prêt concessionnel de 236 MUSD](#) (25 Mds JPY), d'une durée de 15 ans -avec une période de grâce de 4 ans- à un taux annuel de 0,01%. Alors que ce financement prend la forme d'un soutien budgétaire, le ministre des Finances de Mongolie, Ch. Khurelbaatar, a affirmé au comité permanent des affaires économique du Parlement que le plafond légal d'endettement public, fixé selon la loi mongole à 75% du PIB, ne sera pas dépassé.

### **Indices de production sur les neuf premiers mois de l'année 2020 : chute de l'activité industrielle (17,2%) et des exportations (13,4%).**

Selon l'Office national des statistiques, la production industrielle a atteint sur les neuf premiers mois de l'année 2019 un volume de 3,3 Mds EUR, ce qui représente une baisse de l'ordre de 690,7 MEUR soit 17,2%, comparé aux résultats de 2019 sur la même période. Cette baisse est en majorité expliquée par la chute des activités d'extraction minière (21,5%). Ce ralentissement est à l'origine de la diminution des exportations mongoles (799 MUSD, représentant une baisse de 13,4%). La Mongolie a toutefois réussi à dégager un excédent de son solde du commerce extérieur de l'ordre de 1,2 Md USD, en parti expliqué par la chute de ses importations 670,7 MUSD, soit 14,6% comparé à la même période en 2019). Sur la même période, le gouvernement de Mongolie a dépensé 3,3 Mds USD (afin de financer notamment ses diverses mesures de mitigation de l'impact du Covid19 sur l'économie) malgré un revenu équilibré à 2,5 Mds USD, résultant en un déficit de l'ordre de 811,6 MUSD.

### **Vers une sortie prochaine de la Mongolie de la liste grise du GAFI : avis favorable de l'ICRG (*International Cooperation Review Group*).**

Une délégation composée d'experts internationaux du GAFI s'est rendue à Oulan-Bator du 28 septembre au 2 octobre 2020 afin de conduire une inspection des mesures prises par la Mongolie dans le cadre de son plan d'action agréé à Paris en octobre 2019. Les experts, satisfaits de leurs entretiens, ont recommandé au ICRG d'émettre un avis favorable pour retirer la Mongolie de la liste grise lors de prochaine session plénière qui s'ouvrira la 21 octobre 2020.

### **Accession de la Mongolie à l'Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (ACAP/APTA)**

La Mongolie, en accédant le 29 septembre 2020 à l'Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (ACAP) est devenue le septième membre de l'APTA. Cette accession permettra au pays d'exporter ses produits vers les autres pays membres à des tarifs douaniers préférentiels ; la réduction de tarifs prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Dans le cadre de cet accord, la Mongolie bénéficiera d'une baisse de tarifs de l'ordre de 50% sur ses exportations de charbon et de cuir et de 35% sur ses exportations de cachemire. Pour rappel, la Mongolie a récemment signé avec la Chine, lors de la visite de Wang Yi en Mongolie le 15 et 16 septembre 2020, un MoU visant à exporter 50 millions de tonnes de charbon par an.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

**Rédigé par :** Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

**Revu par :** David Karmouni, Orhan Chiali, Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet